

# Quartiers populaires : la parole des maires

9 MARS 2022

## Autrice et auteurs

### CATHERINE ARENOU

Maire divers-droite de Chanteloup-les-Vignes (78-Île-de-France), Vice-Présidente du Département des Yvelines et Première Vice-Présidente de l'association Ville & Banlieue

### PHILIPPE RIO

Maire PCF de Grigny (91- Île-de-France), vice-président de Ville et Banlieue

### GILLES LEPROUST

Maire PCF d'Allonnes (72- Pays de La Loire), vice-président de Le Mans Métropole Pays de la Loire, secrétaire général de Ville et Banlieue

Comment corriger l'image négative véhiculée sur les quartiers dans nombre de discours électoraux de la campagne présidentielle actuelle ? Comment mieux faire connaître les initiatives issues des quartiers populaires ? Quelles sont les ressources locales sur lesquelles compter, les problèmes principaux rencontrés sur ces territoires et comment y faire face ? La Grande Conversation a interrogé trois maires membres de l'association Ville et Banlieue, qui fédère un réseau d'élu(e)s de toutes sensibilités politiques sur l'ensemble du territoire national, pour favoriser le développement des quartiers les plus fragiles et valoriser l'image des villes de banlieue.

## **La Grande Conversation : Vous formulez des propositions constructives dans le cadre du Conseil national des Solutions : quels exemples de mesures initiées localement vous paraissent-elles transposables ailleurs, voire généralisables ?**

**CATHERINE ARENOU** : Le Conseil national des Solutions rassemble, dans un esprit transpartisan, les collectivités et acteurs associatifs qui portent des solutions locales afin de déployer ces dernières à l'échelle nationale. Notre démarche s'inscrit dans une dynamique constructive avec un objectif de fond : rénover la manière de concevoir et de mettre en œuvre nos politiques publiques nationales en s'appuyant sur l'intelligence locale. Nous sommes convaincus que nos territoires populaires ne sont pas un poids pour la société mais une véritable source de richesses et d'opportunités. En tant qu'élus de terrain, nous avons parfaitement conscience de toutes les menaces qui planent au-dessus de nos territoires. Cependant, nous contestons fermement les idées reçues qui associent mécaniquement nos quartiers à l'échec, à la délinquance ou au communautarisme. Ces déviances ne concernent qu'une minorité bruyante. Des mesures inventées dans nos quartiers se sont considérablement développées : les cités éducatives, la médiation municipale, les clauses d'insertion[1], les missions locales, les baux glissants[2], les coachs d'insertion par le sport... Si vous regardez aujourd'hui le secteur de l'économie sociale et solidaire, il existe un grand nombre d'associations ou d'entrepreneurs sociaux qui proposent des solutions « made in banlieue » transposables partout ailleurs !

**PHILIPPE RIO** : Avec le Conseil national des Solutions, nous voulons mettre un terme au rapport ascendant entre les collectivités et l'Etat avec une idée neuve : la fin de la posture revendicative voire de la supplique des maires envers les gouvernements successifs. Nous voulons co-construire des solutions avec l'Etat.

Le 14 novembre 2020, 200 élus de villes comprenant des quartiers politique de la ville signaient un appel au Président de la République pour endiguer « le virus du décrochage républicain »[3].

Le 23 novembre 2020, lors d'un entretien en visioconférence, nous avons fait des propositions au Premier ministre sur l'emploi, le soutien aux associations, la rénovation urbaine, la santé, l'éducation, l'insertion, la santé, la tranquillité publique, la prévention et la lutte contre la pauvreté.

Le 29 janvier 2021, le Comité Interministériel à la Ville qui n'était, jusque-là, pas à l'agenda du quinquennat du Président de la République, a repris bon nombre de nos propositions : extension du dispositif des Cités Educatives, doublement des Parcours emploi compétences, 2 milliards d'euros supplémentaires pour la rénovation urbaine, la création de postes de médiateurs et d'éducateurs spécialisés....

---

[1] Une clause d'insertion est une clause qui demande à l'entreprise qui remporte un marché public d'embaucher des personnes en insertion professionnelle pour l'application du marché - <https://www.avise.org/decouvrir-less/achats-socialement-responsables/les-clauses-sociales-dinsertion>

[2] Le bail glissant est un dispositif d'insertion par le logement devant permettre à des ménages en difficulté de devenir locataire - <https://location-immobilier.ooreka.fr/astuce/voir/528911/bail-glissant>

[3] <https://www.ville-et-banlieue.org/quartiers-populaires-110-maires-interpellent-emmanuel-macron-sur-la-crise-sanitaire-et-economique-30113.html>

Nos solutions locales sont souvent d'intérêt national. La Cité Educative, qui a fait tomber les murs entre les différents acteurs éducatifs (associations, villes, Education Nationale) pour une mobilisation commune des efforts dans l'intérêt de l'enfant, n'est pas tombée du ciel. A Grigny, nous avons été le laboratoire de la mise en place des Cités Educatives[4], un dispositif aujourd'hui étendu à 200 villes.

**GILLES LEPROUST** : Tout ce qui est trop formaté ne correspond pas aux réalités des territoires. Les solutions qui marchent ne viennent plus d'en haut. Dernièrement, le Conseil national des Solutions a décidé de créer les cités olympiques avec une première traduction : les premières Olympiades de la Jeunesse cet été. Cette idée de « cité olympique » reprend celle de « cités éducatives » afin que tous les acteurs du territoire intervenant sur le sport travaillent ensemble. Développer la pratique sportive sur nos territoires, c'est mettre en place des politiques locales renforcées sur l'insertion, la santé, de l'éducation, la citoyenneté et le handicap. Le rapport du maire de Poissy Karl Olive demandé par la Ministre de la Ville et remis le 22 février 2022 fait référence à ces cités olympiques[5]. On doit penser la politique de la ville en co-construisant avec les acteurs locaux et nationaux.

On peut également citer les « colos apprenantes » et les « quartiers d'été » : ces dispositifs sont nés des rencontres hebdomadaires qui ont eu lieu lors du premier confinement en 2020 avec Julien Denormandie, à l'époque Ministre délégué à la politique de la ville. Nous l'avons interpellé pour lui dire que si des dispositions n'étaient pas prises sur la période estivale, on allait au devant de difficultés. Julien Denormandie a obtenu les arbitrages permettant la mise en place du dispositif « quartiers d'été » et « colos apprenantes » qui a permis d'envoyer plus d'enfants en colos. Les colos ne sont pas « ringardes » car, une fois que nous avons réussi à surmonter l'obstacle financier, le chiffre de participants à ces colos n'a cessé d'augmenter. Le but de ces colos est de découvrir d'autres jeunes et d'autres territoires.

### **La Grande Conversation : Comment corriger l'image négative véhiculée sur les quartiers dans nombre de discours électoraux de la campagne présidentielle actuelle ? Comment mieux faire connaître les initiatives issues des quartiers populaires ?**

**PHILIPPE RIO** : A l'approche de l'élection présidentielle, la banlieue et ses habitants sont devenus un sujet de polémique et d'hystérisation du débat public. Acteurs de terrain, nous nous mobilisons pour que nos villes de banlieue ne restent pas un objet politique en dehors des radars. A la « politique de la ville », qui représente 1% du budget de la Nation, nous voulons substituer une lutte acharnée contre la pauvreté.

A Grigny, à l'occasion de la visite de Nadia Hai, Ministre de la Ville, le 18 décembre 2021, nous avons présenté 21 solutions auprès de l'Etat en présence de Marine Jeantet, déléguée interministérielle à la prévention et à la lutte contre la pauvreté.

---

[4] <https://www.citeseducatives.fr/>

[5] <https://sports.gouv.fr/presse/article/remise-du-rapport-de-karl-olive-faire-nation-par-le-sport>

Parmi ces solutions : les petits déjeuners gratuits dans les écoles maternelles de la ville, la distribution gratuite de protections périodiques, l'ouverture des crèches pour les enfants de parents sans emploi et en formation notamment pour apprendre le français.

**CATHERINE ARENOU** : Nous devons continuer à valoriser sans relâche notre patrimoine matériel et immatériel, nos compétences, nos expériences... Ces vingt dernières années, nous avons beaucoup rénové l'urbain et l'humain. Nous devons désormais rénover le regard ! Cela passe notamment par une réintégration de nos territoires dans le récit national et par l'élaboration d'un « récit ordinaire » sur nos quartiers. Nos habitants ne supportent plus que leur image soit prise en otage par les faits divers. Il y a de ce point de vue un gros travail à mener sur le traitement médiatique de « la banlieue ». Mais nous devons également repenser la façon dont les pouvoirs publics interagissent avec ces territoires. Pour moi, nos réussites individuelles et collectives ne sont pas le fruit du hasard ; elles relèvent de la volonté de chacun : citoyens, associations, acteurs publics, entreprises... C'est pourquoi je pense que notre rôle, en tant que décideurs, n'est pas de « penser pour » ou de « compenser pour » mais plutôt d'accompagner avec confiance, avec bienveillance mais aussi avec rigueur, toutes les volontés ou les envies de faire, d'agir et de réussir.

**GILLES LEPROUST** : L'image des quartiers est en effet trop souvent négative. Il ne s'agit pas de nier les difficultés. Mais quand nous regardons de près la vie de nos quartiers, il y a beaucoup d'intelligence, d'innovations. C'est la raison pour laquelle Ville & Banlieue travaille sur cette image des quartiers avec un partenariat avec BFM TV, rejoint par d'autres médias nationaux, pour créer des centres de ressources avec des acteurs du terrain pour les journalistes, pour ne plus masquer les choses positives qui s'y passent.

**La Grande Conversation : En sortie de crise sanitaire, quels sont selon vous les principaux problèmes rencontrés par les quartiers politique de la ville qui sont sur vos territoires ?**

**CATHERINE ARENOU** : La crise sanitaire a frappé nos territoires de plein fouet avec des conséquences dans de nombreux domaines de la vie publique. Trois sujets me préoccupent tout particulièrement : l'emploi, l'éducation mais aussi l'activité sportive et culturelle. Sur le sujet de l'emploi, nos habitants ont été de toute évidence les « premiers de corvée » lors des différents confinements. Ce sont eux qui, au plus fort de la crise, ont continué à faire tourner les services essentiels. Paradoxalement, ce sont aussi les plus précaires d'entre eux qui ont été le plus violemment et le plus durablement touchés par les pertes d'emploi. Ce décalage entre ce qui a été donné et ce qui a été perdu est évidemment mal vécu par une partie de nos habitants qui se sentent dupés par la promesse républicaine. Nous ne pouvons pas laisser cette faille se changer en faillite. Il faut rapidement remettre l'ascenseur social en marche avec des politiques d'insertion ou de retour à l'emploi très ciblées.

En matière d'éducation, le bilan des deux dernières années est également très préoccupant. Le lien avec l'école, tant sur le plan de l'enseignement que de la socialisation, a été considérablement fragilisé. Or, nous le savons bien, les enfants de nos quartiers ont particulièrement besoin de cette proximité et de cette empathie quotidienne qu'apporte l'école. Même si nos directeurs d'école et nos enseignants ont fait un travail formidable pour maintenir la continuité pédagogique, le contact humain s'est affaibli. Je pense que nous allons rapidement avoir un retour de bâton qui se manifestera par une baisse des résultats mais aussi par des troubles du comportement. Ces difficultés seront d'ailleurs renforcées par le troisième sujet qui me préoccupe particulièrement : celui du recul de notre tissu culturel et sportif. La crise sanitaire a mis à mal de nombreuses associations culturelles et sportives qui étaient pourtant un maillon essentiel de la socialisation de nos jeunes en favorisant l'ouverture, le partage de moments de vraie vie et la confrontation avec soi-même.

**GILLES LEPROUST** : Tout d'abord, la crise sociale : cela fait deux ans qu'aux côtés du Secours Populaire, du Secours Catholique et des Restos du Cœur nous voyons des femmes, hommes, jeunes, retraités devenir des nouveaux bénéficiaires, cela montre une dégradation sociale préoccupante. Ensuite, nous sommes inquiets des difficultés du mouvement associatif au terme de la crise sanitaire. Le service public local et les associations sont les deux piliers permettant de vivre et faire ensemble dans les communes. Enfin, la question de l'emploi et de la précarisation : les habitants des quartiers politique de la ville qui ont des parcours compliqués et chaotiques en termes de formation et d'emploi, sont souvent les « invisibles » : les « premiers de corvée » comme on les a appelés. Aujourd'hui, ils sont souvent les premières victimes quand il y a un recul de l'emploi.

**PHILIPPE RIO** : Je préfère en général parler des solutions plutôt que des problèmes. Nous souffrons encore et toujours d'une insuffisance du service public. Nous avons moins de services publics qu'ailleurs, c'est-à-dire moins de policiers, moins de magistrats, moins de services de santé et des enseignants qui restent parfois moins de deux ans dans nos écoles avant de partir ailleurs. Dans ma ville, nous avons, par exemple, obtenu un commissariat avant que Nicolas Sarkozy ne le ferme sous l'effet de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP). Nous nous battons également pour l'ouverture d'un bureau de poste dans le quartier de La Grande Borne.

Mais les problèmes dans ma ville s'appellent aussi : Leclerc, Kinopolis et CGR ! Les 30 000 habitants de Grigny n'ont pas de supermarché. Pour faire leurs courses, ils doivent marcher plusieurs kilomètres ou prendre le bus ! Pourtant, notre projet de centre-ville prévoit l'installation d'un supermarché. Tout est prêt et avec des créations d'emplois à la clé ! Mais le Leclerc de la ville voisine s'y oppose et a déposé un recours en justice qui bloque ce projet pour quelques parts de marché ! Pareil, pour les cinémas Kinépolis et CGR qui ont déposé des recours contre l'ouverture de notre cinéma en centre-ville.

## **La Grande Conversation : Quelles responsabilités les collectivités locales pourraient-elles prendre ou se voir confiées pour répondre à ces problèmes ?**

**CATHERINE ARENOU** : Pour commencer, il faudrait renverser le mouvement de recentralisation en cours depuis plusieurs années et construire un nouveau pacte de confiance avec les collectivités locales. C'est d'ailleurs le sens de notre Conseil national des Solutions qui propose une nouvelle méthode d'élaboration de nos politiques publiques allant du local vers le national – et non l'inverse. Ce que nous voulons, c'est une relation d'égal à égal entre le maire et le préfet et l'arrêt des mécanismes infantilisants que l'Etat entretient vis-à-vis des Quartiers Politiques de la Ville. En tant que maires de territoires dits « prioritaires », nous devons toujours nous justifier par rapport aux crédits qui nous sont alloués, ce qui n'est pas le cas pour les subventions relevant du droit commun. Nous vivons cela comme une injustice qui fragilise notre capacité à expérimenter. Nous sommes pour l'évaluation continue et bienveillante mais contre la suspicion permanente !

**GILLES LEPROUST** : Les collectivités ont beaucoup fait, elles l'ont prouvé encore durant cette crise sanitaire, on a beaucoup innové, expérimenté, déployé. En même temps rien n'est possible si le droit commun n'est pas fléché correctement dans nos territoires. On aura beau faire des cités éducatives, s'il y a toujours des suppressions de postes dans l'Education Nationale, on n'y arrivera pas. Les collectivités font beaucoup, nous prenons nos responsabilités, mais il faut que les dispositifs nationaux soient agiles pour que les communes répondent efficacement aux attentes des habitants.

**PHILIPPE RIO** : En termes d'organisation territoriale, nous demandons une approche interministérielle et transversale des problématiques dans les quartiers populaires. Cela passe par un rattachement de la politique de la ville au Premier ministre.

Les collectivités doivent être en mesure de faire vivre leur contrat de ville de manière autonome selon une gouvernance Préfet-Maire-Président d'EPCI (Etablissement Public de Coopération Intercommunale). Nous voulons notamment nouer des alliances stratégiques sur les enjeux de solidarité, d'orientation et de formation professionnelle via notamment les crédits européens FSE/FEDER.

La région Ile-de-France a par exemple, adressé 0% du fonds européen de développement régional (FEDER) et du fonds social européen (FSE) aux Quartiers Prioritaires de la Ville.

Alors que tout le monde s'accorde à dire que l'emploi est la mère de toutes les batailles pour redonner du souffle à la promesse républicaine d'égalité et de liberté dans les quartiers, le FEDER offre des opportunités pour améliorer la compétitivité des PME, favoriser le développement des technologies de l'information et de la communication, soutenir la transition vers une économie à faibles émissions de carbone. Quant au FSE, il vise à réduire les écarts de développement existants entre les 274 régions de l'UE et à promouvoir une croissance durable, intelligente et inclusive dans ces territoires. Avec cette décision, c'est un lapin que pose la présidente de région et peut-être future Présidente de la République Valérie Pécresse aux habitants des quartiers populaires. Grâce au nouveau pilotage avec les collectivités que nous proposons cela permettrait d'éviter ce genre de choix politiques dogmatiques.

**La Grande Conversation : La campagne de vaccination a montré l'importance de stratégies d' « aller-vers » permettant de renouer le contact avec des populations très éloignées du système de soin. Ce type de démarche doit-il inspirer d'autres méthodes dans l'action sociale en général ?**

**GILLES LEPROUST** : « Aller vers » est une idée importante. On s'est rendu compte, par exemple, lors du premier confinement que la fracture numérique était une réalité dans les QPV. Bien que très équipés, les habitants n'ont pas toujours la capacité à utiliser les outils numériques. Les villes développent beaucoup « l'aller vers » avec la médiation (médiateur santé, culturel, numérique, sport) mais il faut qu'il y ait dans les territoires des réponses concrètes : des médecins, des centres de vaccinations, des offres culturelles et sportives. Il faut des moyens suffisants pour l'accompagnement humain. L' « accueil numérique » sans un accueil humain n'est pas la solution.

**PHILIPPE RIO** : La question du non recours au droit est particulièrement préoccupante. Dans nos territoires, 20 à 30% des habitants n'ont pas accès à leurs droits sociaux. Pour faire chuter ce mur entre les habitants et les pouvoirs publics, nous voulons mettre en place une démarche de *data mining* pour détecter les situations de non recours et pour permettre aux habitants d'accéder à leurs droits.

Concernant votre exemple de la vaccination, aller voir son médecin ne fait pas partie des habitudes courantes dans nos quartiers, ce qui explique pourquoi on observe un taux de vaccination plus faible qu'ailleurs. Ce taux n'est pas révélateur d'une « mentalité » qui serait propre à nos quartiers mais de conditions matérielles : notre ville, contrairement à d'autres, n'a malheureusement pas de centre de vaccination permanent. Notre population est aussi une des plus jeunes d'Ile-de-France et ses habitants sont donc moins vaccinés que la moyenne.

**CATHERINE ARENOU** : La réalité, c'est que nous, maires de banlieue, nous pratiquons « l'aller-vers » depuis toujours ! Toute la politique de la ville est construite sur la base de ce principe. Le lien que nous construisons avec nos habitants doit être un lien d'ultra-proximité pour résister aux difficultés économiques, aux pressions sociales, au sentiment d'échec programmé... Par ailleurs, la qualité de ce lien détermine en grande partie notre compréhension des besoins du territoire. C'est pourquoi nous dépensons beaucoup de temps et d'énergie pour maintenir et/ou faire revenir une partie de la population dans les radars de l'administration, notamment pour tout ce qui relève de l'action sociale.

**La Grande Conversation : Quelles ressources locales en termes de solidarités ?**

**CATHERINE ARENOU** : La solidarité est la principale ressource de nos villes pauvres. Que ce soit au travers du tissu associatif ou d'initiatives individuelles, nos habitants mettent tous les jours en place des actions pour s'entraider, se soutenir et faire face aux aléas de la vie. Il n'en reste pas moins que nous avons cruellement besoin de la solidarité nationale pour faire vivre et grandir les sas républicains que sont nos quartiers.

Le rapport Borloo de 2018<sup>[6]</sup> a montré que les territoires prioritaires avaient « 30% de moyens en moins et 30% de besoins en plus qu'une ville ordinaire ». En tant qu'élus, nous tâchons quotidiennement, avec nos petits budgets, de fabriquer de l'intégration et de l'insertion. Nous accompagnons les enfants sur le temps scolaire et périscolaire, nous organisons des activités culturelles et sportives, nous soutenons notre secteur associatif, nous gérons des situations individuelles souvent très compliquées... Toutes ces missions demandent des moyens et une véritable reconnaissance du travail accompli. Il en va du destin de 10% de la population française et de près de 20% de la jeunesse du pays.

**GILLES LEPROUST** : La première ressource, ce sont les habitants eux-mêmes qui ont fait preuve d'élan de solidarité durant la crise sanitaire. Par exemple des jeunes et moins jeunes ont pris du temps pour aller faire les courses pour des personnes moins mobiles ou seniors. L'autre ressource importante, ce sont les associations qui agissent sur cette thématique, la solidarité alimentaire (Secours Catholique, Secours Populaire et les Restos du cœur). Là encore se pose la question de l'accompagnement de ces associations sans sous-estimer le rôle important des Centres Communaux d'Action Sociale dans nos communes, comme c'est le cas à Allonnes. La question qui est posée est comment chacun des intervenants agit selon ses compétences pour donner un sens commun pour être le plus utile possible aux bénéficiaires potentiels.

**PHILIPPE RIO** : La solidarité passe en partie par la question alimentaire. La période COVID fut un drame social dans nos quartiers. Beaucoup d'habitants ont été victimes d'un décrochage économique. La municipalité distribuait alors 500 colis alimentaire par jour. A Noël, nous distribuons aussi des colis aux retraités. C'est un moment d'échanges et de lien social avec des personnes isolées.

Sur cette question alimentaire, nous voulons expérimenter la création d'un restaurant solidaire avec des associations locales (GRDR, les Mamas de Grigny<sup>[7]</sup>). Le but : pérenniser et faire valoir les compétences de ces femmes qui grâce à l'association GRDR sont passées de l'activité illégale de vente à la sauvette aux abords de la gare à la création d'un restaurant solidaire à bas prix pour les habitants de notre ville. La municipalité soutient cette association qui permet leur insertion professionnelle, dans une optique de lutte contre la pauvreté dans notre ville.

**La Grande Conversation : Comment favoriser l'insertion professionnelle des jeunes ? Peuvent-ils trouver de l'emploi sur place ou n'est-il pas préférable pour eux de sortir de ces quartiers ?**

**PHILIPPE RIO** : Je vous remercie pour cette question un brin provocatrice.

---

[6] <https://www.cohesion-territoires.gouv.fr/rapport-de-jean-louis-borloo-vivre-ensemble-vivre-en-grand-pour-une-reconciliation-nationale>

[7] <http://www.grdr.org/Grigny-des-femmes-actrices-du-changement>

A Grigny, nous sommes un territoire de formation. Notre Centre de Formation, situé dans le quartier de la Grande Borne, a déjà formé 600 techniciens et va former 1200 jeunes sur 3 ans dont 60% de femmes dans de nouveaux métiers comme la fibre optique, le bâtiment. Nous avons également une école Cuisine Mode d'Emploi du chef Thierry Marx qui forme 100 personnes par an.

Sur le plan économique, notre ville enregistre la plus forte augmentation de création d'entreprises du département de l'Essonne avec 86 sociétés créées en 2019 et 118 en 2020. À Grigny, nous sommes dans un triangle d'or, avec l'autoroute A6, la N104, le pôle d'Orly. Sans oublier le futur tramway. Nous avons des locaux qui permettent de lier activités de stockages et quelques bureaux. C'est ce que recherchent les TPE et PME. Enfin, il ne faut pas oublier que beaucoup d'entrepreneurs viennent des quartiers populaires. Ils créent leurs propres emplois à défaut d'être embauchés.

A côté de ce boom économique local qui tient aux PME et aux TPE, le plus gros employeur privé de la ville, Bergams, entreprise d'agro-alimentaire, vient de mettre la clef sous la porte alors que son groupe financier, Norac, est florissant. Sur 283 salariés de Bergams, 28 viennent de notre ville. Nous sommes, comme beaucoup, les victimes d'une stratégie industrielle des multinationales.

Autre phénomène de fond : quand des Grignois accèdent à l'emploi, beaucoup quittent notre ville alors que les plus pauvres débarquent tous les jours.

**GILLES LEPROUST** : Pour l'insertion professionnelle, il faut s'appuyer sur les acteurs qui existent déjà, à savoir Pôle Emploi, la Mission Locale, les associations. Tous ces acteurs doivent agir en synergie. C'est la raison d'être des « cités de l'emploi ». Elles peuvent être une réponse (à l'image des « cités éducatives ») pour éviter les fonctionnements en tuyau. Le manque de transversalité entraîne souvent une perte de visibilité des dispositifs. Certains jeunes, perdus, ne comprennent pas les dispositifs ni comment en bénéficier, à qui s'adresser... En tant qu'élus, nous devons être des « facilitateurs » dans cette démarche. Il faut oser faire le pas vers ces jeunes. Pour accéder un emploi, vaut-il mieux partir ou rester ? Je dirais les deux, même si tous les territoires n'offrent pas les mêmes opportunités. A Allonnes, le taux de chômage est de 20%. Les élus doivent être attentifs, faire des démarches auprès de l'ensemble des acteurs publics et privés qui peuvent embaucher et montrer les richesses, les capacités et l'intelligence qui se trouvent dans nos quartiers.

**CATHERINE ARENOU** : Bien sûr qu'il faut favoriser l'insertion professionnelle des jeunes et cela passe par la mise en œuvre de politiques volontaristes. Je pense néanmoins que la question de savoir si l'emploi doit être créé sur place ou s'il faut « sortir » les jeunes du quartier n'est pas vraiment le sujet. Ce qui importe vraiment, c'est qu'ils acquièrent des compétences, une ouverture d'esprit et suffisamment de confiance en eux-mêmes pour se projeter dans l'avenir, quel que soit l'endroit ! Dans cet esprit, il me semble essentiel de valoriser les profils issus de nos territoires auprès des employeurs potentiels et d'identifier les métiers en tension, les secteurs qui recrutent. L'insertion professionnelle, c'est de la politique « cousue main » ! La clé de la réussite se trouve davantage dans l'articulation, la coordination et la personnalisation que dans la localisation.

**La Grande Conversation : Vous demandez la poursuite de la politique de l'ANRU. En quoi la rénovation des logements permet-elle de résoudre les difficultés locales ? Ne fallait-il pas plutôt investir sur la formation initiale et continue, l'accès au marché du travail, la mobilité selon les termes du débat opposant «Places vs People» ? Investir dans les lieux ou dans les gens ?**

**GILLES LEPROUST** : Cette question est curieuse car elle semble mettre en opposition des dispositifs et des priorités qui sont réels mais qui doivent être menés de pair. Je ne vois pas en quoi la politique du logement est en opposition avec la formation continue ou initiale. Il est vrai que, pour travailler dans de bonnes conditions, mieux vaut être dans un logement accessible, propre et pas trop cher. La question du logement est donc déterminante car parfois certains logements sont de véritables « passoires thermiques », l'été trop chauds et l'hiver trop froids, ce qui entraîne un coût important pour les familles en dépenses d'énergie, surtout avec l'augmentation du prix de l'énergie.

Dans la politique de l'ANRU, il ne faut pas oublier les clauses sociales d'insertion qui permettent à des jeunes de « remettre le pied à l'étrier », de les accompagner pour qu'ils trouvent leur place dans la diversité des métiers du bâtiment.

**CATHERINE ARENOU** : Pour moi, il n'y a pas d'opposition entre les lieux et les gens, ce sont les deux faces d'une même pièce. Comme le dit Jean-Louis Borloo : « les grues sont les mains tendues de la République ». C'est d'ailleurs cette intuition qui l'a conduit à créer l'ANRU (Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine) en 2003. A Chanteloup-les-Vignes, nous avons bénéficié d'un vaste programme de rénovation urbaine et je peux dire que cela a changé les choses, bien au-delà de la voirie et des bâtiments. Qu'on le veuille ou non, notre cadre de vie conditionne notre capacité à nous projeter. Un environnement agréable, bénéficiant d'un bon niveau d'équipements et de services, est indispensable à la réussite d'un territoire et de ses habitants. C'est pourquoi il importe de poursuivre avec ambition et détermination la rénovation de nos quartiers prioritaires, en y développant également des actions de cohésion sociale. L'un ne va pas sans l'autre.

**PHILIPPE RIO** : L'opposition des combats, ce n'est pas ma culture politique. Le droit au logement et la lutte contre la spirale de l'exclusion et des ghettos est un des fondements de mon engagement politique. La loi SRU portait en elle la promesse républicaine d'une mixité sociale plus forte. Elle voulait mettre fin à la ségrégation sociale et territoriale dans notre pays. Vingt ans plus tard, force est de constater que ses promesses et ses mécanismes se sont fracassés sur le mur de la réalité. En cause, on trouve l'égoïsme de nombreux maires et de leurs contribuables qui ont perverti une belle idée assumant clairement le choix de payer les lourdes amendes prévues par la loi SRU pour non-respect de construction de logements sociaux. Beaucoup de maires semblent ainsi se dire que les logements sociaux, ce n'est bien que chez les autres.

Il existe également un système étatique qui, à Grigny, concentre les demandeurs DALO (droit opposable au logement) dans notre ville. On peut donc parler de mensonge d'Etat quand on parle de casser les ghettos et qu'au final, dans les commissions d'attributions, on organise la concentration des populations précaires. Je veux des logements dignes dans nos quartiers et un accès aux emplois.

### **La Grande Conversation : L'enclavement géographique apparaît comme un frein à l'accès à l'emploi. Comment favoriser la mobilité des habitants des QPV ?**

**PHILIPPE RIO** : Ma ville est à 30 minutes en RER D ou en voiture de Paris. L'aéroport d'Orly fut longtemps particulièrement pourvoyeur d'emplois. Mais ses habitants ont aussi longtemps souvent souffert de terribles impensés de la politique urbanistique de l'Etat dans les années 1960 qui a créé des quartiers entiers non desservis en transports en commun, comme le quartier de la Grande Borne où j'ai grandi.

La première phase de rénovation urbaine qui s'achève dans ma ville et la deuxième phase qui commence s'attaquent enfin à la question des mobilités et des déplacements par des espaces publics de qualité permettant aux piétons de prendre leur place dans la ville.

A la Grande Borne, un maillage de transports voit donc enfin le jour avec la création d'un tramway et l'arrivée de bus TZEN en lien avec le RER D.

Ce « pognon de dingue » mis en place pour la rénovation urbaine est souvent pointé du doigt. Il n'est en fait qu'un droit à réparation pour les habitants qui aspirent à vivre et à aller travailler normalement. Les habitants de ma ville, ce sont les salariés qui partent tôt le matin, s'épuisent à passer deux ou trois heures par jour dans les transports en commun faute de pouvoir vivre à proximité de leur lieu de travail. Ils sont aides-soignants, agents des hôpitaux, caissiers, livreurs, agents d'accueil, de surveillance et de sécurité. Ils ont été les premiers de cordée durant les périodes de confinement. Et ils ne doivent plus jamais être les oubliés de notre République.

**GILLES LEPROUST** : A Allonnes, il y a eu un choix très tôt de fait avec l'intercommunalité d'avoir un réseau de transports desservant à la fois tous les quartiers de l'agglomération mancelle, qui soit accessible financièrement et de qualité. Ce réseau a été renforcé sur Allonnes depuis quelques années avec la mise en place d'un bus à haut niveau de service «Tempo» avec un site propre. La mobilité chez nous marche globalement bien, même si les liaisons de mobilités douces et de transports en commun vers les sites industriels doivent être améliorées. La mobilité n'est pas uniquement dans les équipements, elle est aussi dans les têtes. A Allonnes, des personnes ont du mal à franchir le pont Arc-en-Ciel qui franchit la Sarthe et qui va au Mans. Là aussi, tout un accompagnement est à faire. Il faut le faire tôt à travers l'école, le service jeunesse et enfance/éducation. Plus nous donnons des habitudes, plus nous donnerons des opportunités aux jeunes d'accéder à la formation et à l'emploi.

**CATHERINE ARENOU** : Pour moi, la première mobilité à favoriser est la mobilité psychologique. En tant qu'élus locaux, nous pouvons stimuler la confiance, l'espoir, l'audace, l'enthousiasme. Les jeunes de nos territoires doivent pouvoir se dire qu'ils ont les mêmes chances de réussir qu'ailleurs et oser entreprendre, quelles que soient les difficultés. Nous luttons tous les jours contre un sentiment d'échec programmé qui paralyse les initiatives individuelles. Ce n'est plus supportable, d'autant que cet enclavement psychologique est la principale cause de l'immobilité physique. Je pense que nous devons poser les bons rails ; je veux parler de l'éducation, de la formation, du sport, de la culture... Sans quoi nos jeunes ne monteront pas dans le train.